

été fournis, que, le cas échéant, nous essaierons d'envoyer un satellite dans l'espace pour recevoir des télécommunications à des fins exclusives de défense. Cependant, on peut rattacher ce sujet à d'autres domaines de communication essentielle à notre pays.

Les télécommunications présentent pour moi un intérêt réel, car certains secteurs de la région que je représente manquent des services de télévision ou presque ou en ont de très mauvais. Les habitants de ces régions seraient ravis de pouvoir s'instruire comme les autres Canadiens et de disposer de ces services.

Quelqu'un derrière moi dit que nous sommes peut-être chanceux mais, selon moi, avec un service de satellite, nous serions peut-être encore plus chanceux car nous ne serions pas limités à une seule chaîne. Nous ne serions pas soumis parfois à la corruption de Radio-Canada même si ses émissions sont bonnes à d'autres moments. A mon sens, une partie des émissions ne sont pas très bonnes, mais quelle qu'en soit la qualité, c'est un domaine qui exige un examen urgent.

● (8.50 p.m.)

Il faut permettre au Conseil national de recherches et au Conseil de recherche pour la défense de prendre des initiatives, puisqu'ils ont des hommes de science spécialisés dans ce domaine. Il y a quelques jours, le premier ministre a dit qu'il appartenait au ministre des Transports de coordonner le travail dans ce domaine. Après m'être entretenu avec le ministre, je constate à quel point ce domaine est inexploré. On attend, semble-t-il, de voir ce qui va se passer. Pourtant on a tout ce qu'il faut: techniciens, hommes de science et organismes, notamment la *Northern Electric* et *Bell Telephone*, qui collaboreraient volontiers. Nous pouvons fabriquer un véhicule à transmettre des messages; mais nous n'avons pas le moyen de le mettre sur orbite. Pour cela il nous faut recourir à d'autres pays. Si les États-Unis ne viennent pas à notre rescousse, ou s'ils estiment que notre satellite occuperait dans l'espace un coin qui pourrait les intéresser plus tard, il nous faudra alors le mettre sur orbite nous-mêmes. Dans un sens, nous sommes à la merci d'autres pays, comme les États-Unis. A l'heure actuelle, je n'ai aucune raison de croire qu'ils ne collaboreraient pas avec nous.

Cette capacité est nécessaire tant pour notre défense, que pour toutes les télécommunications. Nous devons parler à d'autres pays qu'aux États-Unis. Plusieurs de ces pays sont en mesure de mettre des véhicules spatiaux sur orbite. Si je comprends bien le problème, il n'est pas nécessaire de disposer de plus de

moyens que les nôtres pour placer un véhicule spatial sur orbite. Néanmoins, plus les satellites deviennent compliqués, plus ils deviennent lourds. Nous n'en aurons pas sur orbite avant plusieurs années.

Nos recherches sont très limitées en ce moment. Notre gouvernement ne veut pas accorder de subventions à ceux qui travaillent dans le domaine de la recherche dans cette sphère. Je songe à l'institut de recherches spatiales de l'Université McGill. Il est essentiel, si nous voulons des moyens de communications entre toutes les parties du Canada, et l'enseignement dans toutes les régions du pays d'étudier attentivement la question sous tous ses aspects. Qu'ils servent à la défense nationale ou à l'enseignement, les satellites sont essentiels. Je ne suis pas au courant des problèmes techniques mais je crois qu'un seul satellite peut transmettre simultanément plusieurs messages—téléphone, télévision et radio, etc. Nous devrions prendre une part plus active aux travaux dans ce domaine. Il faudrait accorder plus de crédits. D'autres pays font des progrès rapides dans cette sphère. Si nous nous contentons d'attendre patiemment l'avenir, nous pourrions soudain constater qu'un autre pays occupe la région que nous avons pensé occuper nous-mêmes.

Il nous faudrait un véhicule pour unir le Nord et le Sud de notre pays et pour effectuer des transmissions de Vancouver à Halifax. Il pourrait transmettre des programmes éducatifs à nos régions septentrionales, où nous dépensons des millions pour essayer d'instruire les habitants. Le Nord connaît actuellement un développement rapide. En songeant au déclin de la mortalité et au développement de l'instruction parmi les Indiens, nous devons comprendre que notre population va continuer de s'accroître. Nous devons donner aux habitants du Nord la possibilité de voir le reste du Canada. Nous devons leur montrer que d'autres régions de notre pays sont prêtes à les accueillir. C'est seulement par ce moyen qu'ils comprendront cela. Dès qu'ils auront la possibilité de voir le reste du pays, et de constater de leurs propres yeux ce qui existe au-delà d'un rayon de 50, 100 ou 200 milles, ils comprendront qu'ils font partie d'un pays. Ce genre de recherches est le meilleur usage que nous puissions faire de notre argent.

(Le crédit est adopté.)

L'hon. M. Benson: Pourrions-nous revenir au crédit 15g concernant le ministère de la Défense nationale?

15g. Direction, entretien et construction ou acquisition de bâtiments, d'ouvrages de terrains, de matériel et de perfectionnements importants pour les forces armées du Canada.